

# Deux référendums sont lancés pour contrer les deux «lois Blocher»

**LOIS** • Les verts et une vingtaine d'organisations lancent un double référendum contre la révision du droit d'asile et des étrangers. Le PS est focalisé sur l'asile.

## «Les étrangers ont reçu cette révision comme une gifle»

### FRANÇOIS NUSSBAUM

Pour le conseiller national Ueli Leuenberger, vice-président des verts, les deux révisions procèdent de la même logique de méfiance et de suspicion: un étranger, qu'il soit demandeur d'asile ou immigrant, est un abuseur en puissance. Ces deux «lois Blocher» contiennent d'ailleurs des dispositions communes. Il faut donc les combattre en bloc

### La liste des critiques

Le comité référendaire comprend une vingtaine d'organisations politiques, caritatives, religieuses et syndicales: les verts en tête, avec Solidarité sans frontières et le Forum pour l'intégration des migrant(e)s (FIMM), les Centres sociaux protestants et les principaux syndicats. Le Parti socialiste, dans les cantons, participera à la double récolte de signatures. Secrétaire général du FIMM, Claudio Micheloni fait le bilan de la loi révisée sur les étrangers: discrimination entre migrants de l'Union européenne et de pays tiers, entre migrants qualifiés ou non, entre couples mixtes ou non, pas de solution pour les sans-papiers, regroupement familial limité, fin du droit au permis d'établissement, introduction du «degré d'intégration».

Ce dernier point, dit-il, montre

l'esprit de fermeture et le retard culturel et politique de cette loi, qui fait de l'intégration une véritable course d'obstacles. «Si les communautés d'étrangers ont participé un peu mollement à la campagne sur la naturalisation, là elles sont outrées: elles ont reçu cette révision comme une gifle», assure Claudio Micheloni.

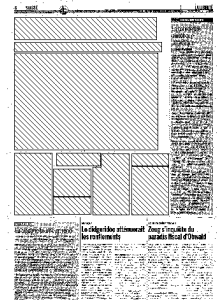
De ce fait, on ne s'attaque pas seulement à 700 000 non-Européens, mais à 1,5 million d'étrangers vivant et travaillant en Suisse. Pour Ismail Turker, syndicaliste genevois, c'est la première fois depuis 70 ans qu'on ancre dans la loi une telle dégradation du statut des étrangers. On ne fait que les pousser davantage vers la précarité et la clandestinité.

On refuse de régulariser les sans-papiers mais, avec ces révisions, on va doubler ou tripler leur nombre, ajoute-t-il.

### Economie pénalisée

Du même coup, on prive l'économie d'une main-d'œuvre dont elle a besoin, et ceux qui seront engagés accentueront le dumping salarial et social, au détriment de tous. Sans oublier que les assurances sociales y perdent des centaines de millions.

Ueli Leuenberger note qu'on va traiter des gens de Croatie, de Bosnie,



de Macédoine ou de Turquie – plus de 400 000 personnes en Suisse – selon leur statut de non-européens, alors que leurs pays négocient leur adhésion à l'UE. «Il faudra donc, dans quelques années, réparer tout ce qu'on aura détruit dans l'intervalle: il y a de quoi s'arracher les cheveux.»

### **Pas perdue d'avance**

Pour le comité référendaire, la bataille sera difficile, mais elle n'est pas perdue d'avance. A force de vouloir «donner des gages à l'UDC», les partis bourgeois et l'économie n'y gagneront rien, et même y perdront. C'est donc l'occasion d'un débat de fond sur la politique migratoire, plus nécessaire que jamais, estime le comité. |



Pour les référendaires, les nouvelles «lois Blocher» sont une véritable machine à faire des clandestins. KEYSTONE